

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Crises mondiales de l'eau

Les solutions sont peu onéreuses

La croissance démographique et économique, ainsi que le changement climatique, ont propulsé les crises de l'eau au sommet de l'agenda mondial. Et il ne coûterait que ... • (Page 11)

Côte d'Ivoire

Le prix du kilogramme de coton fixé à 310 Fcfa en 2022/2023

En Afrique de l'Ouest, la campagne cotonnière 2022/2023 s'annonce sous de bons auspices. Du Burkina ... • (Page 06)



Financement des économies africaines • (Page 03)

Le Conseil d'Administration du Fagace tient sa 63^{ème} session ordinaire



Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation (CAMEC/CCI Bénin) • (Page 10)

Les avantages du CAMEC pour les opérateurs économiques, selon Alain Amoussoukpevi

Energie, entrepreneuriat

Accords de financement de 32 milliards FCFA signés entre le Bénin et l'UE

Dans le cadre du nouveau Programme Indicatif Multi-annuel (PIM 2021-2027) de coopération avec l'Union Européenne • (Page 11)

Lutte contre la pauvreté au Bénin

Le Microcrédit Alafia passe officiellement à 100 000 FCFA

Bonne nouvelle pour les populations démunies et en particulier les femmes qui ... • (Page 02)

Appui à la sécurité routière

La Banque mondiale émet une obligation de 22,09 milliards Fcfa

La Banque mondiale a émis ce jeudi 14 juillet 2022, une première obligation de développement durable de 22,09 milliards Fcfa. Cette levée de fonds ... • (Page 04)

Insécurité alimentaire

670 millions de personnes touchées par la faim à l'horizon 2030

Alors que chaque année, et Etats, et institutions internationales se mobilisent pour engager des actions pour éliminer ... • (Pages 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Lutte contre la pauvreté au Bénin

Le Microcrédit Alafia passe officiellement à 100 000 FCFA

Bonne nouvelle pour les populations démunies et en particulier les femmes qui s'investissent dans les activités génératrices de revenus ! Le microcrédit Alafia passe désormais à cent mille (100.000) Francs CFA.

Le Gouvernement a tenu sa promesse en lançant officiellement cette phase qui permettra aux bénéficiaires de solliciter et obtenir, même pour une première demande, la somme de cent mille (100.000) Francs CFA auprès des Systèmes Financiers Décentralisés, partenaires du Fonds National de la Microfinance. Les autres options, notamment la possibilité d'obtenir 30 mille Francs CFA ou 50 mille Francs CFA restent valables. La cérémonie officielle de lancement s'est déroulée dans la journée du jeudi 14 Juillet 2022 à la maison des Jeunes de Kpomassè, sous les auspices de Madame Véronique TOGNIFODE, Ministre des Affaires Sociales



et de la Microfinance, en présence du Préfet de l'Atlantique, du Maire de Kpomassè, des opérateurs de téléphonie mobile, partenaires du Gouvernement sur le projet ; des responsables de Open-si ; des responsables des SFD et de plusieurs femmes bénéficiaires de la commune de Kpomassè. Dans son discours de lan-

cement officiel, la Ministre Véronique TOGNIFODE a indiqué que le Microcrédit Alafia est l'un des produits phares issu des réformes organisationnelles opérées au niveau du Fonds National de la Microfinance par le Gouvernement pour faciliter aux personnes vulnérables exclues des systèmes classiques de financement, l'accès au crédit. Elle a rappelé les mécanismes mis en place par le Gouvernement pour assouplir les conditions d'accès au Microcrédit Alafia et a indiqué qu'ils restent inchangés.

Le lancement de cette deuxième phase qui intervient un peu plus d'un an demi après l'activation du Microcrédit Alafia au Bénin est une réponse du Gouvernement à la forte demande des populations. C'est aussi, selon la Ministre, la suite logique du succès remarqué lors de la mise en œuvre de la première phase. C'est pourquoi, Madame Véronique TOGNIFODE a invité les populations bénéficiaires à rester fidèles aux principes de ce crédit en remboursant à bonne échéance pour faciliter sa pérennisation. Elle les a rassurées du travail permanent qui se fait avec les SFD partenaires pour réduire les quelques dysfonctionnements habituellement notés. Pour le compte de cette année 2022, vu l'engouement des populations pour le Microcrédit Alafia qui contribue fortement à la réduction de la pauvreté au Bénin, le Gouvernement a porté l'enveloppe financière de 10 milliards FCfa à 15 milliards FCFA.

Une manière de réaffirmer la volonté politique du Président de la République Patrice TALON et son Gouvernement à lutter contre la pauvreté, à travers la sortie progressive des populations démunies de leur situation de précarité.



AUX DECIDEURS...

La face cachée de Dubaï

Dubaï révèle son visage inhumain avec le scandale du siècle dénommé porta potty. Derrière les gratte-ciels, la beauté de Dubaï se trouvent des pratiques ahurissantes, avilissantes et incommodes au bon sens. Les femmes qui ont accepté de se chosifier mènent avec ou contre leur gré une vie paradoxale entre le jour et la nuit. En journée, elles roulent avec des hommes hyper riches, dans leurs yachts, voitures de luxe insolent. Elles volent dans leurs jets privés lorsque la lumière de la caméra clignote. Elles publient des images élégantes sur les réseaux sociaux à l'admiration des jeunes naïfs et crédules. Dubaï, c'est a priori une destination de rêve avec ses gratte-ciels imposants à l'architecture futuriste, ses hôtels princiers, ses vitrines bien achalandées, ses richissimes hommes d'affaires; de quoi faire tourner la tête dans cet eldorado du bling bling, des strass et paillettes. Mais, derrière ce visage apparemment paradisiaque, se cachent des plaisirs mondains d'une rare immoralité, qui dépasse tout entendement humain. L'affaire "Porta Potty" révèle que Dubaï, c'est le symbole de la tragédie d'un monde qui s'effondre; le monde à l'envers où on n'a que faire des valeurs, en se laissant téléguidé par ses instincts les plus grégaires et pervers, au nom du dieu-argent. Sinon comment comprendre que de jeunes filles, adeptes de la facilité, puissent livrer leur intimité aux chiens, aux chevaux, aux chameaux ? Pour des liasses de billets, on se livre à des relations contre-nature, à la zoophilie! Pour de l'argent, on est prêt à transformer sa bouche en fosse septique.

Dubaï Porta Potty est un véritable réseau de proxénètes qui convoient sur la capitale des Emirats, les femmes qui se font appelées des coachs, des influenceuses, des instagrameuses, des tiktokeuses, des Miss, bref celles qui, à travers des images publiées sur les réseaux sociaux, exhibent une vie de luxe ou ont tendance à vivre leurs rêves au-delà de leurs moyens. Et les fameux influenceurs ne sont pas exclus du lot. A Dubaï elles sont logées dans des hôtels de luxe, font leur déplacement en voitures de luxe, mangent dans des restaurants huppés, font des balades en mer sur des yachts, font du shopping dans des magasins de marque après avoir fait un voyage sur Air Emirates en Class business. Contrats à l'appui, elles repartent dans leur pays d'origine les poches pleines de dollars et de présents de toutes sortes. Tout ceci est beau. Mais le revers de la médaille est le traitement que ces riches princes du Qatar leur infligent jusqu'au déshonneur et à la perte de dignité. Elles s'enferment ainsi dans un cercle vicieux avec l'épée de Damoclès suspendue sur leur tête. Il est un secret de Polichinelle que dans les riches pays du Golfe, la race noire est chosifiée, les Asiatiques pauvres sont exploités comme des bêtes de somme, corvéables à merci.

Dans les pays du Golfe, comme beaucoup ne le savent pas, pour y séjourner, il faut avoir un parrain originaire du pays d'accueil qui répond de vous. Et ce parrain dispose d'un droit de vie et de mort sur vous. Il confisque passeport et biens du protégé qui devient son obligé à qui tous les sévices sont permis. Vous avez été sans doute horrifiés par les témoignages des Africaines qui sont passées à tabac, enchaînées, dormant à même le sol et dont certaines ont perdu la vie dans l'indifférence générale des autorités des pays d'accueil. Au Qatar la bêtise et l'inhumanité ont fait découvrir au monde que ces princes richissimes défèquent sur le corps des femmes, dans leurs bouches et leur font avaler ces saletés. Ils leur pissent dessus et dans la bouche et le summum les font coucher avec des chameaux, des chiens et leurs enfants de bas âge. Quelle horreur !

Ces monstres au visage humain croient en un Dieu qu'ils prient 5 fois par jour espérant un paradis dans lequel leur dieu créateur les comblera de grâces et de bénédictions. Comment un dieu dont on dit qu'il a créé tous les êtres humains sans distinction de races à son image, peut-il accorder le paradis et son amour à certaines de ces créatures qui agissent de la sorte contre d'autres de ses progénitures ? Selon Ruthy, une critique sociale a fait un compte-rendu détaillé de cette pratique. Dans la vidéo, elle explique comment certaines Ghanéennes et Nigériennes ont des relations sexuelles avec des lions domptés appartenant à certains de ces Arabes à Dubaï pour 30.000 dollars. Je perds mes sens !

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Cemac : Le PIB connaît sa plus forte progression depuis 5 ans

Les effets de la crise sanitaire liée à la Covid-19, du contexte d'insécurité et de la guerre en Ukraine ne semblent pas essouffler l'activité économique en zone Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). De 57.251 milliards de FCFA en juin 2021, le produit intérieur brut (PIB) des six pays membres de la région aura en effet progressé de 18,3% sur une année pour se situer à 67.731 milliards en juin 2022, sa plus forte progression depuis au moins 2017. Ces données sont celles de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la banque centrale commune de la région.

Financement des économies africaines

Le Conseil d'Administration du Fagace tient sa 63^{ème} session ordinaire

Après deux longues années passées à fonctionner en réunions virtuelles en raison de la pandémie de la Covid-19, les membres du Conseil d'administration du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), se sont retrouvés hier jeudi 14 juillet 2022 à Cotonou, pour la 63^{ème} session ordinaire du Conseil d'Administration du Fonds. Occasion pour les administrateurs, d'examiner plusieurs dossiers.

• Abdul Wahab ADO

D'importantes décisions seront adoptées au cours de la 63^{ème} session ordinaire du Conseil d'Administration du Fagace. Dans son allocution, Mouhamadou Bachirou, président en exercice du Conseil d'administration, après avoir souhaité la bienvenue aux participants a fait savoir que le Fagace est en train de se réinventer. « La relance de notre institution nous a amené à mettre en œuvre depuis 2020, un certain nombre d'actions visant le renforcement de la gouvernance et le développement des activités de l'institution », a indiqué le président du Conseil d'administration du Fagace. Il a rappelé quelques réformes mises en exécution. Il s'agit de la mise en œuvre du Plan stratégique 2021-2025, le recrutement de trois nouveaux administrateurs indépendants, l'opérationnalisation du Bureau Indépendant d'Evaluation dont l'objectif premier est de restaurer la qualité de la signature du Fonds de manière à lui permettre d'envisager



avec sérénité son développement. Mouhamadou Bachirou a précisé que « la présente session revêt une importance particulière. Le diagnostic des 45 ans du Fagace au service de nos économies nous interpelle pour aller vers un nouveau paradigme axé sur les résultats et leurs impacts. Le Fagace doit se transformer et répondre aux exigences du moment en termes de benchmark et aux standards internationaux. L'examen de certains points à l'ordre du jour notamment, l'examen de la révision de la

convention portant statuts, des textes du personnel, du règlement financier, l'examen de la politique de mobilisation de ressources devront se faire à la lumière du contexte actuel et de la nouvelle vision du Fonds axée sur la modernisation conformément à la mise en œuvre du plan stratégique 2021-2025 ».

Les défis à relever par le Fagace

A cette occasion, le Directeur Général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique,

Ngueto Tiraïna Yambaye a énuméré les défis à relever. « Le Fagace comprend aujourd'hui 14 pays membres d'Afrique. L'Afrique est en mutation et la transformation de l'Afrique ne va pas attendre. Cette pression impose aux institutions africaines, plus de responsabilités dans le rôle qui est le leur, celui de contribuer au développement des Etats. Développer d'abord nos Etats et contribuer à la transformation du continent africain. Face à ces défis, nos institutions se doivent de mieux répondre

aux sollicitations des pays membres actionnaires en tant que institution de garantie, en cette matière première, ce qui permettra de mobiliser davantage de ressources ». Le patron du Fonds a ajouté que « le Fagace dans le corps du métier qu'est la garantie, dans une dimension de coopération économique, œuvre dans le plan stratégique afin que les Etats bénéficient des uns et des autres, des expertises et des savoir-faire des hommes. Depuis 2021, le Fagace a continué d'accompagner les Etats membres par des activités opérationnelles grâce aux nouvelles opérations au profit de nos économies ». Les activités ont également porté sur l'adoption de nouveaux projets notamment des projets structurants. L'Afrique regorge de beaucoup de potentialités mais aujourd'hui le continent souffre de financement. L'autre défi en tant qu'institution africaine, c'est d'accompagner nos économies afin de relever le défi de refinancement de l'Afrique. Sur le plan administratif et juridique, des réformes essentielles

ont été menées. « Nous devons préparer un nouveau Fagace pour la génération future. En plus du renforcement du secteur privé en financement, on doit également servir de catalyseur à attirer des financements des particuliers. C'est pour cela que le Fagace dans le nouveau plan stratégique a mis en place, une nouvelle politique de coopération. Et si les notations financières du Fagace sont crédibles, nous pouvons mobiliser de financements pour nos Etats. Et tout cela, au regard de ce qui se passe ailleurs, le Fagace peut mieux faire. (...) Il reste un long chemin à parcourir et nous devons faire preuve de persévérance et d'ambitions. Notre institution a besoin de se développer de façon durable. Nous devons tout faire pour que le Fagace mobilise suffisamment de ressources et nous devons bien gérer aussi ces ressources », a conseillé, le Dg Ngueto Tiraïna Yambaye. En effet, pour cette session ordinaire du Conseil d'administration du Fagace, aux termes des assises, des décisions seront prises pour booster le développement des économies africaines.



Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Densité de la population	100,17 hbts/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015			
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)			
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)			

Insécurité alimentaire dans le monde

670 millions de personnes touchées par la faim à l'horizon 2030

Alors que chaque année, et Etats, et institutions internationales se mobilisent pour engager des actions pour éliminer la faim, le nombre de populations touchées par la faim ne cesse de s'accroître. D'après un nouveau rapport de l'Organisation des Nations unies (ONU), 8% de la population mondiale serait touchée à l'horizon 2030.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Quoique des Programmes et projets se succèdent depuis plusieurs années, dans le seul et unique but d'assurer la sécurité alimentaire pour toutes les populations du monde, avec les actions des humains, le fossé se creuse à grand pas ; mettant une partie de la population dans l'inconfort total. Si en 2021, le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde a augmenté pour atteindre 828 millions, soit une hausse d'environ 46 millions par rapport à 2020 et de 150 millions depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, à l'horizon 2030, la menace est plus grande. Selon l'ONU qui apporte de nouveaux éléments factuels dans l'édition 2022 de son rapport sur « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde », contrairement aux attentes, d'ici 2030, près de 670 millions de personnes soit 8% de la population mondiale pourraient être touchées par la faim même en cas de redressement économique mondial. Ce chiffre est semblable à celui de 2015, lorsque l'objectif consistant à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici la fin de la décennie actuelle a été fixé dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Bien que le changement climatique en soit une des causes, le rapport souligne également l'effet de la guerre qui sévit en Ukraine, entre deux des plus grands producteurs mondiaux de céréales de base, de graines oléagineuses et d'engrais. Un conflit qui perturbe les chaînes d'approvision-



● Soutenir l'agriculture sous toutes ses formes

nement internationales et fait grimper les prix des céréales, des engrais, de l'énergie ainsi que des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi destinés aux enfants souffrant de malnutrition sévère. Ces problèmes surviennent alors que les chaînes d'approvisionnement subissent déjà les effets négatifs de phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents, en particulier dans les pays à faible revenu, et pourraient avoir de graves conséquences sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle mondiale. « Le présent rapport met en lumière de manière récurrente l'intensification des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition : les conflits, les phénomènes climatiques extrêmes et les chocs économiques, dont les effets se conjuguent à ceux de l'accroissement des inégalités », ont écrit les dirigeants des cinq organismes des Nations Unies dans l'avant-propos du rapport. « L'enjeu, poursuivent-ils, n'est pas de savoir si d'autres épreuves nous attendent ou non [...] ; il nous faut plutôt prendre les choses en main avec plus de courage et renforcer la résilience face à l'adversité. ».

Développer des politiques agricoles pérennes

Pour éviter une crise alimentaire aiguë les prochaines années, dans un contexte où le spectre de la récession pèse sur le monde et affecte les recettes et les dépenses publiques, le rapport appelle à réorienter le soutien à l'alimentation et à l'agriculture de façon à cibler des aliments nutritifs pour lesquels la consommation par habitant ne correspond pas encore aux niveaux recommandés dans le cadre d'une alimentation saine. Mieux, indique le rapport, si les pouvoirs publics réorientent les ressources en vue d'encourager la production, la fourniture et la consommation de produits alimentaires nutritifs, ils contribueront à rendre l'alimentation saine moins coûteuse et plus abordable pour tous, de manière équitable. L'étude ne manque pas de souligner que les États pourraient s'employer davantage à réduire les obstacles au commerce des aliments nutritifs, tels que les fruits, les légumes et les légumineuses.

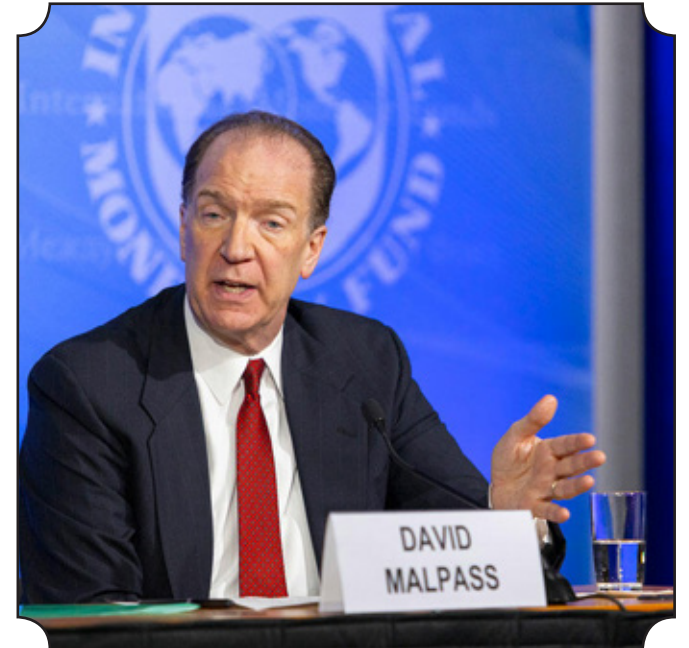
Appui à la sécurité routière des pays en développement

La Banque mondiale émet une obligation de 22,09 milliards Fcfa

La Banque mondiale a émis ce jeudi 14 juillet 2022, une première obligation de développement durable de 22,09 milliards Fcfa. Cette levée de fonds à échéance juillet 2027 s'inscrit dans le cadre de son dialogue avec les investisseurs sur l'importance de la sécurité routière.

● Félicienne HOUSSOU

La sécurité routière est un défi de développement important car les accidents de la route sont la principale cause de décès dans le monde chez les enfants et les jeunes âgés de 5 à 29 ans. La Banque mondiale, en collaboration avec les pays membres, s'emploie à mettre en place des politiques et des systèmes de transport qui augmentent la sécurité et réduisent le nombre de décès sur les routes. La Banque soutient des programmes et des activités dans ses pays membres pour obtenir un impact social et environnemental positif conformément à son « double objectif » visant à éliminer l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Ces « objectifs jumeaux » sont alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD). L'amélioration de la sécurité des systèmes de transport contribue directement à l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et à l'ODD 11 (Villes et communautés durables). Ainsi, l'institution de Bretton Woods a émis une obligation de développement durable de 50 millions de dollars australiens, soit plus de 22,09 milliards Fcfa. Ces investissements qui intègrent la sécurité routière contribuent également à de nombreux autres ODD en sauvant des vies, en préservant le capital humain et en favorisant le développe-



ment économique.

Approche de « système sûr »

La Banque mondiale met en œuvre une approche de « système sûr » pour soutenir la sécurité routière dans ses pays membres. Cette stratégie comprend le renforcement de la capacité des pays à concevoir et à mettre en œuvre des interventions de sécurité routière efficaces et à créer un système global de gestion de la sécurité routière au niveau national. En effet, les obligations de la Banque mondiale soutiennent le financement de programmes qui font avancer les objectifs de développement durable (ODD). Elles sont conformes aux lignes directrices sur les obligations durables publiées par l'International Capital Market Association et, à ce titre, soutiennent le financement d'une combinaison de projets, de pro-

grammes et d'activités verts et sociaux, c'est-à-dire de « développement durable », dans les pays membres de la BIRD, comme décrit dans le Cadre des obligations de développement durable de la Banque mondiale. La Banque mondiale est également membre du Comité exécutif des Green Bond, Social Bond et Sustainability Bond Principles. L'une des principales priorités de l'engagement de la Banque mondiale sur les marchés des capitaux consiste à établir des partenariats stratégiques avec des investisseurs afin de promouvoir l'importance du financement du secteur privé dans le développement durable. Le rapport sur l'impact des obligations de développement durable décrit comment la Banque mondiale s'engage avec les investisseurs sur les ODD et les sensibilise aux défis de développement spécifiques.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52,4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA – Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA – Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA – Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

Etats-Unis

L'inflation flambe en juin à 9,1 % sur un an, un plus haut depuis 1981

L'indice des prix à la consommation (IPC) continue de flamber aux Etats-Unis. En juin, les prix ont encore augmenté, l'inflation atteignant 9,1 % en raison notamment de l'explosion des tarifs de l'essence. Cette hausse, la plus forte sur un an depuis novembre 1981, menace la croissance dans la mesure où la consommation est le principal moteur de l'économie du pays. Elle plombe également la popularité de Joe Biden à quelques mois d'une échéance électorale importante avec le renouvellement d'une large partie des élus du Congrès. L'IPC, qui avait déjà grimpé de 8,6 % en mai sur un an, a bondi en juin encore plus que prévu par les analystes. Sur un mois, l'augmentation s'élève à 1,3 % en juin, contre 1,0 % en mai, selon les chiffres publiés par le département du Travail.

Les républicains taclent Biden

Des républicains n'ont pas manqué de réagir rapidement sur Twitter, le sénateur Marco Rubio accusant par exemple les démocrates de « ne pas se soucier des choses qui comptent pour l'Américain moyen ». Joe Biden a pour sa part reconnu que ces chiffres étaient « trop élevés » et rappelé que la lutte contre l'inflation était sa « priorité ». Mais, a-t-il aussitôt ajouté comme pour se dédouaner, ils sont « obsolètes » car les prix de l'essence ont reculé ces dernières semaines. Cela «



devrait apporter un peu de répit aux familles américaines », a-t-il avancé. Les consommateurs avaient accumulé d'importantes économies pendant la pandémie de Covid-19, grâce notamment à de substantielles aides de l'Etat et à des dépenses limitées par les mesures de confinement. Mais la forte reprise de la demande l'an dernier, combinée aux problèmes sur les chaînes d'approvisionnement, ont nourri une inflation élevée, qui s'est aggravée avec la flambée des prix de l'énergie déclenchée par la guerre en Ukraine.

+10,4 % sur un an pour les prix alimentaires

La hausse des prix en juin a concerné tous les secteurs. Mais les plus gros contributeurs à cette hausse ont été le logement, l'essence et la nourriture. Les prix de l'énergie notamment ont augmenté de 41,6 % sur un an, enregistrant leur plus forte hausse depuis avril 1980. Quant aux prix

alimentaires, ils ont connu leur plus forte progression depuis février 1981, augmentant de 10,4 % sur un an. En excluant les prix de l'alimentation et de l'énergie, plus volatils, l'inflation dite sous-jacente, s'est un peu accélérée sur un mois, à +0,7 %. Mais elle s'est assagie sur un an pour le troisième mois de suite, à +5,9 %. Les locations de vacances et les billets d'avion font partie des rares biens et services à avoir reculé en juin.

La Banque centrale américaine (Fed) ne devrait donc pas assouplir sa politique actuelle. Elle a commencé en mars à augmenter les taux d'intérêt de manière agressive pour freiner la demande et calmer cette hausse des prix. Elle les a même rehaussés de trois quarts de point en juin, sa plus forte augmentation depuis 1994. Ces taux, qui donnent le ton pour les crédits accordés aux particuliers et entreprises, se situent désormais dans une fourchette comprise entre 1,50 % et 1,75 %.

Inflation

« Le taux du Livret A doublera le 1er août », annonce Bruno Le Maire

D'après le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, il est probable que la Russie coupe totalement les robinets de son gaz à l'Europe. Le ministre de l'économie Bruno Le Maire a suivi la recommandation du gouverneur de la Banque de France et acté une hausse du taux du Livret A à 2 % à compter du 1er août, explique-t-il dans une interview donnée jeudi au journal Le Parisien. « Le taux du Livret A doublera au 1er août », indique-t-il au quotidien, quand celui du livret d'épargne populaire (LEP), méconnu et réservé aux revenus modestes, pas-

sera de 2,2 % à 4,6 %. Produit d'épargne détenu par une majorité de Français, le Livret A voit son taux calculé automatiquement deux fois par an. En février, sa rémunération avait déjà doublé, passant de 0,5%, un plancher historique, à 1%. « Sur le Livret A comme sur le LEP, nous avons fait le choix de suivre les recommandations du gouverneur de la Banque de France », explique jeudi le locataire de Bercy au quotidien Le Parisien.

«Coup de pouce»

Le gouverneur François Villeroy de Galhau lui avait transmis en amont,

20 Minutes

Pays à faible revenu

1,8 milliard \$ de l'Espagne pour le nouveau Fonds du FMI



Le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité devrait commencer à accorder des prêts à des conditions très préférentielles aux pays éligibles avant les prochaines réunions du FMI et de la Banque mondiale. L'Espagne a annoncé le lundi 11 juillet, qu'elle allait contribuer à hauteur de 1,86 milliard d'euros (1,87 milliard de dollars) au Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, un instrument lancé par le Fonds monétaire international (FMI) en avril dernier, pour aider les pays à revenu faible et intermédiaire à faire face aux retombées de la covid-19, de la guerre en Ukraine et du changement climatique. « L'Espagne a approuvé l'affectation de 1,86 milliard d'euros au Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité », a précisé le ministère espagnol de l'Economie, dans un communiqué. La directrice générale du FMI, Kristina Georgieva, avait annoncé le vendredi 27 mai, avoir obtenu des promesses de dons d'une valeur globale de 40 milliards de dollars pour ce nouveau fonds fiduciaire, indiquant que les pays africains en seront les principaux bénéficiaires. Selon elle, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Italie, la France, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, les Pays-Bas, le Canada, le Royaume-Uni et la Suisse ont tous promis de renflouer le nouveau Fonds destiné à aider les pays à revenu faible et intermédiaire à « être plus résilients en cas de chocs de la balance des paiements et à s'engager sur le chemin d'une reprise plus pérenne ». Le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité devrait commencer à accorder des prêts à des conditions préférentielles aux pays concernés, avant les réunions du FMI et de la Banque mondiale, prévues en octobre prochain. Ces prêts seront assortis de durées beaucoup plus longues que les financements habituels de l'institution, avec des échéances allant jusqu'à 20 ans et un différé d'amortissement de 10 ans.

Côte d'Ivoire

Le prix du kilogramme de coton fixé à 310 Fcfa en 2022/2023

En Afrique de l'Ouest, la campagne cotonnière 2022/2023 s'annonce sous de bons auspices. Du Burkina Faso au Mali en passant par le Bénin et la Côte d'Ivoire, l'heure est à la revalorisation des prix aux producteurs de la matière première. En Côte d'Ivoire, le kilogramme de coton sera acheté auprès des producteurs au tarif de 310 Fcfa en 2022/2023. L'annonce a été faite par le gouvernement au terme du Conseil des ministres qui s'est tenu le 13 juillet. Le prix indiqué est en hausse de 10 Fcfa par rapport au niveau en vigueur durant la campagne précédente et il s'agit d'un nouveau record dans la filière ivoirienne. Il représente aussi le montant le plus élevé de la sous-région ouest-africaine. Les autres producteurs majeurs de la région comme le Burkina Faso et le Bénin ont adopté un tarif de 300 Fcfa par kg alors qu'au Mali, le prix bord-champ pour le coton a été établi à 285 Fcfa/kg. Si les objectifs de la prochaine campagne 2022/2023 n'ont pas encore été fixés, les observateurs indiquent que le pays essaiera de franchir le cap des 600 000 tonnes de coton graine afin de consolider sa place dans le quatuor africain des fournisseurs de coton. Selon les données du Département américain de l'agriculture (USDA), la superficie emblavée devrait atteindre 460 000 hectares durant ladite campagne. En Côte d'Ivoire, la culture du coton est l'apanage de plus de 131 000 producteurs répartis entre 6 sociétés contrôlant aussi bien la transformation que l'exportation. Il s'agit de la Compagnie ivoirienne pour le développement du textile (CIDT), la Compagnie ivoirienne de coton (COIC), Ivoire Coton, la Société d'exploitation cotonnière (SECO-OLAM), la Société industrielle cotonnière des Savanes (SICOSA) et Global Cotton.



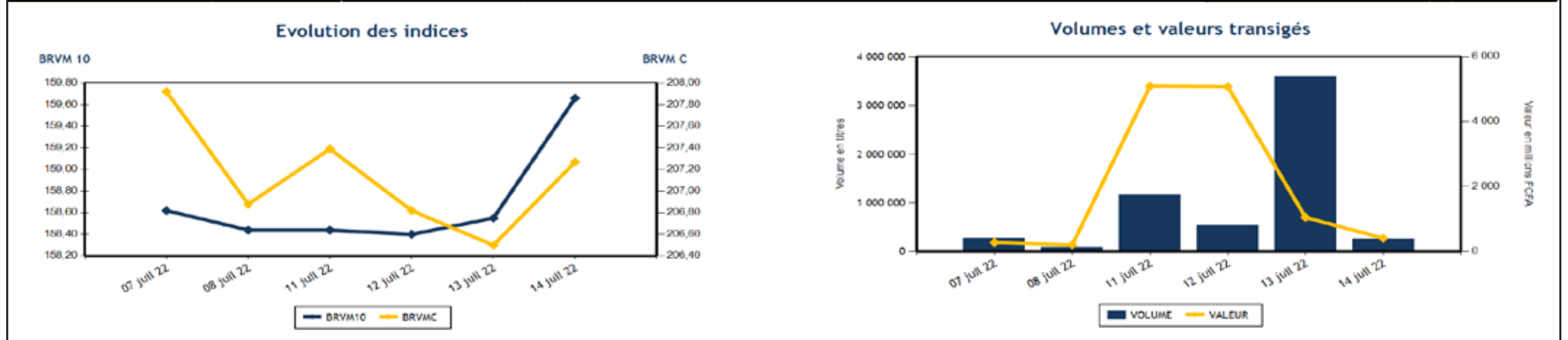
Afrique

L'Union Africaine de Radiodiffusion veut garder les bandes UHF

En 2015, l'Union Internationale des Télécommunications a demandé aux pays africains de basculer vers la télévision numérique et d'abandonner progressivement les fréquences UHF et VHF. A ce jour-là, tout le continent n'est pas encore passé à la TNT alors que les opérateurs télécoms veulent récupérer les fréquences UHF. L'Union Africaine de Radiodiffusion compte garder les fréquences UHF. L'organisation a expliqué vouloir défendre ce point de vue lors de la World Radiocommunications Conference (WRC) prévue par l'Union Internationale de Télécommunications (UIT) en 2023. La décision, prise depuis le mois d'avril au sein des membres de l'UAR, vient d'être rendue publique par une déclaration sur le site internet de l'organisation. « Cette décision fait suite à des consultations intensives entre l'UAR et l'Union Européenne de Radiodiffusion (UER) sur le sujet, à l'approche de la conférence mondiale des radiocommunications 2023, qui coordonne au niveau mondial l'utilisation du spectre radioélectrique par les services sans fil », affirme le communiqué. La bande UHF est utilisée depuis plusieurs années pour la radiodiffusion analogique en Afrique. Avec le passage à la TNT, les opérateurs de télécommunication espéraient récupérer les fréquences. Seulement, cela ne semble pas être possible, entre autres raisons, parce tout le continent n'est pas encore passé à la TNT. Selon l'UAR, l'abandon de ces fréquences aux opérateurs télécoms ne changerait pas significativement la couverture des opérateurs de téléphonie, alors que la cession affecterait de manière importante l'accès à l'information dans certaines régions du continent. L'UAR compte défendre ce point de vue lors de la WRC et espère convaincre l'UIT avec le soutien de l'UER.

Ecofin du 14 Juillet 2022

BRVM 10 159,66	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite 207,27
Variation Jour ↑ 0,70 %	N° 134 jeudi 14 juillet 2022 Site : www.brvm.org	Variation Jour ↑ 0,37 %
Variation annuelle ↑ 4,01 %		Variation annuelle ↑ 2,47 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 239 169 471 274	0,37 %
Volume échangé (Actions & Droits)	248 557	-93,00 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	406 222 496	-37,50 %
Nombre de titres transigés	43	-2,27 %
Nombre de titres en hausse	17	54,55 %
Nombre de titres en baisse	17	-5,56 %
Nombre de titres inchangés	9	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 125	7,14 %	17,19 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	-5,56 %
CIE CI (CIEC)	2 400	4,58 %	26,65 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	700	4,48 %	-8,50 %
SETAO CI (STAC)	1 490	4,20 %	104,11 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 016 593 168 630	-0,11 %
Volume échangé	231	-99,42 %
Valeur transigée (FCFA)	2 271 000	-99,43 %
Nombre de titres transigés	5	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	3	
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	9 850	-7,42 %	92,38 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 550	-5,33 %	-15,48 %
SICABLE CI (CABC)	1 105	-4,74 %	8,87 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 400	-2,04 %	2,13 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	14 500	-1,36 %	36,86 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	114,88	0,81 %	4,33 %	9 118	35 429 040	26,94
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	467,95	0,32 %	4,26 %	19 784	128 750 370	9,56
BRVM - FINANCES	15	76,51	0,31 %	-0,80 %	193 982	135 304 246	7,58
BRVM - TRANSPORT	2	413,30	-0,86 %	-33,57 %	341	576 310	6,62
BRVM - AGRICULTURE	5	336,15	-0,39 %	38,16 %	10 407	75 125 635	6,87
BRVM - DISTRIBUTION	7	377,45	1,29 %	-7,36 %	14 803	30 857 915	29,66
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 838,48	-0,33 %	104,11 %	122	178 980	17,89
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,27	
Taux de rendement moyen du marché	6,40	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,21	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	101	
Volume moyen annuel par séance	1 227 062,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 587 149 078,30	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	17,43	
Ratio moyen de satisfaction	5,12	
Ratio moyen de tendance	29,39	
Ratio moyen de couverture	340,20	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,19	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de couverture = Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin Rue de l'Indépendance, Cotonou Tél : (229) 21 31 35 Fax : (229) 21 31 35	 Chambre de Commerce et d'Industrie de Burkina Faso BP 1000, Ouagadougou Tél : (229) 20 30 87 75 Fax : (229) 20 30 87 75	 Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et de Services de Côte d'Ivoire Rue de la République, Abidjan Tél : (229) 20 31 50 90 Fax : (229) 20 31 50 90	 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de la République, Libreville Tél : (242) 92 31 50 90 Fax : (242) 92 31 50 90	 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de la République, Bamako Tél : (223) 20 31 50 90 Fax : (223) 20 31 50 90	 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de la République, Lagos Tél : (234) 20 31 50 90 Fax : (234) 20 31 50 90	 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de la République, Dakar Tél : (221) 33 81 11 11 Fax : (221) 33 81 11 11	 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de la République, Lomé Tél : (228) 22 31 50 90 Fax : (228) 22 31 50 90
---	--	--	---	---	--	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316065	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dapokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgjbs@biic-financialservices.com
--	--	---	--	---	---

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Jour	Date
Juillet 2022	
Vendredi 1	Juillet 2022
Mardi 5	Juillet 2022
Samedi 9	Juillet 2022
Mercredi 13	Juillet 2022
Dimanche 17	Juillet 2022
Jeudi 21	Juillet 2022
Lundi 25	Juillet 2022
Vendredi 29	Juillet 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 12/07/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 12 Juillet 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 12 Juillet 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
		Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikémon	Ikémon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
Bembéréké		Bembéréké	jeudi	
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
		Gobada	Gobada	lundi
		Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
Donga	Bénin	Bénin	jeudi	
	Tokotoko	Tokotoko	lundi	

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
« Africa Expo 2022 »	15-17 Juillet 2022	Malaisie	(+603) 8077 0666 E-mail : hello@africa-xpo.com
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Exposition Internationale sur l'Agroalimentaire- MIACES 2022	26-28 Juillet 2022	Malaisie	Tél : + 601 628 322 91 E-mail : thana@myeventsinternational.com Web : www.myagricommodity.com
1 ^{ère} session des 4e pourparlers sur le climat en Afrique	27-29 Juillet 2022	Maputo, Mozambique	https://www.uneca.org/events/upcoming-events
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://africangroupofnegotiators.org/
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://unfccc.int/fr/ACW2022
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publilius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUËSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation (CAMEC/CCI Bénin)

Les avantages du CAMEC pour les opérateurs économiques, selon Alain Amoussoukpevi

Le Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CAMEC/CCI Bénin), est un organe de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin mis à la disposition des femmes et hommes d'affaires pour faciliter le règlement des litiges nés de leurs relations d'affaires. Dans cet entretien, Coovi Alain AMOUSSOUKPEVI, Président du CAMEC/CCI Bénin présente les avantages de l'organe pour les opérateurs économiques.

L'économiste du Bénin : Qu'est-ce que le CAMEC et quels sont ces outils ?

Coovi Alain AMOUSSOUKPEVI : Le CAMEC est un organe de l'Institution consulaire mis à la disposition des Chefs d'entreprise pour faciliter le règlement des litiges nés de leurs relations commerciales. Le CAMEC est une institution, qui organise et facilite le recours à la justice alternative à travers l'arbitrage et la médiation conformément aux dispositions de l'AUM et de l'OHADA.

Il s'agit de l'arbitrage. C'est une justice privée, un mécanisme par lequel les entreprises d'un même pays règlent leurs litiges. Il est utilisé sur le plan international dans le cadre du commerce international. Elle aboutit à une sentence arbitrale, rendue par un tribunal arbitral nommé par les parties en conflit avec l'aide d'un centre d'arbitrage.

- la médiation, selon l'article 1 de l'AUM, désigne tout processus, quelle que soit son appellation, dans lequel, les parties demandent à un tiers de les aider à parvenir à un règlement amiable d'un litige, d'un rapport conflictuel ou d'un désaccord, découlant d'un rapport juridique, contractuel ou autre ou lié à un tel rapport, impliquant des personnes physiques ou morales, y compris des entités étatiques publiques ou des Etats.

Il est bien entendu que ce terme s'applique à tout processus (médiation, conciliation ou tout autre) dans lequel les parties souhaitent qu'un tiers les aide à parvenir à un règlement à l'amiable).

Quels sont les avantages pour l'opérateur économique à recourir à ces modes ?

Beaucoup de bénéfices sont attachés à l'utilisation de ces modes surtout quand on les compare au mode de règlement des litiges devant nos juridictions étatiques : Gain de temps (45 jours et 6 mois au plus) ; Pérennisation des relations contractuelles ; Avantages liés au caractère confidentiel des modes, Maîtrise du coût ; (médiation à coût zéro) ; Respect du contradictoire ; Ambiance conviviale, détendue sans angoisse... ; Exécution rapide des décisions (accord de médiation et sentence ; Désengorgement des tribunaux : (grâce à un partenariat avec le Tribunal de Commerce de Cotonou) ; La liste n'est pas limitative.

Quelles sont les conditions à remplir par le commerçant pour bénéficier de ces modes ?

La condition suffisante et nécessaire est la vo-



● Coovi Alain AMOUSSOUKPEVI, Président du CAMEC/CCI Bénin

lonté des parties.

Cette volonté s'exprime à deux niveaux :

- Avant la naissance du litige ;
- Par insertion dans le contrat principal d'une clause compromissoire.

La clause compromissoire est cette clause qui prévoit que le litige qui naîtra sera réglé par l'arbitrage ou par la médiation.

Cette clause peut être insérée dans le contrat ou aussi constituer un document à part. L'essentiel est qu'elle soit élaborée avant la naissance du litige.

Quel est l'effet juridique de la clause compromissoire ?

L'intérêt de l'avoir avant la naissance du litige est qu'une fois le litige né, les parties et même les juridictions sont tenues par cette clause.

Quel risque court les parties lorsqu'une telle clause est insérée dans un contrat ?

Un compromis est une convention qui stipule que les parties conviennent de régler leur litige par l'arbitrage ou la médiation pour le conflit né de leur contrat. Le risque lié à cette méthode, est que le litige une fois né, une partie peut dérober à cette invitation et préfèrera recourir à la justice étatique.

Quelle est la procédure de saisine ?

Une fois cette volonté des parties affichée, alors pour bénéficier de l'appui du CAMEC, il faut saisir le Secrétaire Permanent par une simple demande.

Selon le montant du litige, le paiement d'une provision sera nécessaire.

Le CAMEC organise la procédure (il met le dossier en état d'être examiné par l'arbitre ou le médiateur) et veille à la bonne application des

règlements de procédure.

Ce n'est pas le CAMEC qui juge, mais met à la disposition des parties une liste sur laquelle les parties font librement le choix du médiateur ou de l'arbitre. C'est pourquoi, on dit que le CAMEC, ne tranche pas de lui-même les litiges.

Quelle est la finalité des processus de médiation et d'arbitrage ?

Au terme du processus, les parties obtiennent l'accord de médiation et la sentence arbitrale.

Quelle est la portée juridique de l'accord de médiation ?

L'article 16 de l'AUM, prévoit que cet accord est obligatoire et lie les parties. Il est susceptible d'exécution forcée.

Il peut être déposé au rang des minutes d'un notaire avec reconnaissance d'écritures et de signatures.

A la requête conjointe des parties ou à défaut, à la requête de la partie la plus diligente il peut aussi être soumis à l'homologation ou à l'exéquatur.

Qu'en est-il de la sentence arbitrale ?

L'article 23 de l'AUA prévoit que la sentence arbitrale a, dès qu'elle est rendue, l'autorité de la chose jugée. C'est exactement comme un jugement rendu devant les tribunaux.

Elle s'impose aux parties qui doivent l'exécuter de bonne foi.

Toutefois en cas d'inexécution par l'une des parties, la partie diligente a la possibilité de demander l'exéquatur qui donne force obligatoire à la sentence.

Une partie peut-elle exercer son droit de recours contre une sentence arbitrale ?

L'article 25 de l'AUA prévoit que la sentence arbitrale n'est susceptible d'opposition, d'appel ni de pourvoi en cassation.

L'article 30 de l'AUA précise que la sentence arbitrale n'est susceptible d'exécution forcée qu'en vertu d'une décision d'exéquatur rendue par la juridiction compétente.

Où se situe le CAMEC à Cotonou ?

Le CAMEC est sis à Haie vive, 4ème rue après air France et venant de la place des Martyrs (Cotonou)

Tél : 68 63 70 70 ou 69 33 70 70 /21 31 69 69

Email : camec@ccib.bj

Mairie de Djougou

La SE et les cadres techniques prennent langue avec les leaders d'opinion

Présenter les cadres techniques appelés à servir la commune et solliciter l'accompagnement des têtes couronnées, des sages et notables pour l'atteinte des Objectifs de développement, c'est l'objectif de la tournée entamée ce jeudi 14 juillet 2022 par la Secrétaire exécutive (SE) Vidémè Zinsi Cornélie.

En compagnie du responsable de la coopération décentralisée et du partenariat de la Mairie, Guy Carlos Taïrou Bossou, la délégation a démarré la tournée par le palais royal de Kilir où l'attendait sa majesté le Roi Kpéïtoni Koda VI.

Après les allégeances au monarque et les présentations d'usage, la Secrétaire exécutive a exposé à sa majesté l'objectif poursuivi par cette tournée. A l'en croire, sa Majesté Roi de Djougou est une personnalité clé dans le dispositif de développement de la Commune et les nouveaux cadres techniques affectés aux différents postes ne pourront pas réussir leurs missions sans l'accompagnement et la bénédiction du Roi de Djougou. « Nous sommes des techniciens et nous sommes venus pour accompagner le développement de la commune. C'est le conseil communal qui décide de tout ce qu'on doit mettre en œuvre et techniquement nous allons procéder à la mise en œuvre sur le terrain », a-t-elle ajouté. Tout en appréciant la démarche des cadres, sa majesté a prié pour que Dieu et les mânes de nos ancêtres les accompagnent dans cette noble mission. « Toute



la cour royale mettra tout en œuvre afin de jouer le rôle qui est le sien », a précisé le Roi Kpéïtoni Koda VI.

La délégation s'est aussi rendue respectivement chez le chef de terre de Sassirou et auprès des membres du bureau du comité des sages de la Commune. Sa majesté Sambo Moussa a aussi apprécié cette démarche et a prié pour que la mission confiée aux cadres techniques soit une réussite afin que la commune soit hissée au rang des communes les plus prospères du Bénin. Les membres du comité des sages quant à eux, ont promis d'accompagner toutes les actions de développement qui vont être posées par les cadres pour la modernisation de la commune. Karimou Boukari Ténakah

et ses pairs ont prodigué de sages conseils à leurs hôtes. Il faut préciser que la délégation est composée de la Secrétaire Exécutive (SE) Vidémè Zinsi Cornélie ; le Responsable des Affaires Administratives et Financières (RAAF) Hounsinou Ange Félix ; la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) Adjigui Firmin ; le Responsable des Services Techniques (RST) Salifou Mounirou ; le Responsable du Développement Local et de la Planification (RDLP) Tchéoubi Armand et le chef du service de la coopération décentralisée et du partenariat de la Mairie de Djougou Guy Carlos Taïrou Bossou.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-Donga)

Crises mondiales de l'eau

Les solutions sont peu onéreuses

La croissance démographique et économique, ainsi que le changement climatique, ont propulsé les crises de l'eau au sommet de l'agenda mondial. Et il ne coûterait que 1% du Produit intérieur brut (PIB) mondial pour résoudre les crises mondiales de l'eau, indique le World Resources Institute (WRI).

• Issa SIKITI DA SILVA

A en croire Colin Strong et Samantha Kuzma, deux experts de cette ONG américaine, les avantages économiques l'emportent sur les coûts et chaque dollar investi dans l'accès à l'eau et l'assainissement rapporte en moyenne 6,80 dollars en retour.

Les pénuries d'eau peuvent nuire à l'agriculture, font augmenter les prix des cultures de base, et peuvent entraîner une mauvaise nutrition, nuire à l'économie mondiale et contribuer davantage aux conflits, souligne le WRI, appelant les États à appliquer la gestion durable de l'eau pour assurer la sécurité de l'eau pour tous. Le fait de ne pas mettre en œuvre de meilleures politiques de gestion de l'eau pourrait entraîner des pertes de PIB régionales de 2 à 10% d'ici 2050, selon la Banque mondiale.

Gestion durable de l'eau

« 75 pays pourraient parvenir à une gestion durable de l'eau à 2% ou moins de leur PIB annuel, 70 pays peuvent y arriver avec 2 à 8% du PIB et 17 pays auront besoin de plus de 8% de leur PIB pour résoudre leurs problèmes d'eau », expliquent Colin Strong et Samantha Kuzma. La réalisation d'une gestion



durable de l'eau au Mali, par exemple, pourrait nécessiter plus de 8% du PIB du pays en 2030.

Le Nigéria et la Tanzanie ont des coûts élevés liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, totalisant 60 à 70% de tous les coûts nécessaires pour atteindre la gestion durable de l'eau, révèle un récent rapport du WRI. « Dans ces deux pays, la rareté de l'eau est un faible facteur de coût, tout comme les coûts de la pollution de l'eau ».

« La gestion réussie des ressources en eau est un processus complexe, continu et à long terme. Elle exige la participation et l'interaction des gouvernements, des agences et organisations au niveau local, national, régional et international, du secteur privé, des organismes caritatifs et de personnes

dévouées », explique UN Water.

A en croire une analyse des Cahiers du Développement Durable, la gestion durable de l'eau consiste à distinguer deux approches différentes, mais complémentaires : éviter de polluer l'eau (approche qualitative) et réduire la consommation d'eau (approche quantitative). Le message du Fonds des Nations Unies pour la Population concernant l'eau est clair comme l'eau de source : « Protéger les réserves d'eau contre les polluants, rétablir les modes naturels d'écoulement vers les réseaux fluviaux, gérer l'irrigation et l'utilisation des produits chimiques, freiner la pollution de l'air par les industries, ce sont là des mesures capitales pour améliorer la qualité de l'eau et en accroître le volume disponible ».

Energie, entrepreneuriat et cadre de vie

Accords de financement de 32 milliards FCFA signés entre le Bénin et l'UE

Dans le cadre du nouveau Programme Indicatif Multi-annuel (PIM 2021-2027) de coopération avec l'Union Européenne (UE), trois conventions de financement ont été signées, jeudi 14 juillet 2022 à Cotonou, pour 50.500.000 Euros, soit plus de 32 milliards de FCFA. C'était entre le Bénin représenté par le Ministre d'Etat chargé de l'économie et des Finances, Romuald Wadagni, le Ministre de l'énergie Dona Jean-Claude Houssou et le Ministre des petites et moyennes entreprises et de la promotion de l'emploi, Modeste Kérékou et l'ambassadrice de l'Union européenne au Bénin, Sylvia Hartleif.

• Bidossessi WANOU

50.500.000 Euros, soit un peu plus de 32 milliards FCFA, c'est le montant global des trois conventions signées entre le Bénin et l'Union européenne (UE) en appui au Programme d'actions du gouvernement 2021-2026 et au titre du nouveau Programme Indicatif Multi-annuel (PIM 2021-2027) de coopération avec l'Union Européenne (UE). Trois différents projets ont été ciblés dans cet accord de financement. Il s'agit en premier du programme promouvoir l'énergie durable au Bénin via des solutions solaires et de cuisson propre,



énergétiquement efficaces et écologiquement responsables. D'une valeur de 5.000.000 Euros, il est financé par l'UE (4 000 000 Euros) et la GIZ (1 000 000 Euros). La deuxième convention concerne le secteur de l'entrepreneuriat que l'UE

et l'AFD appuient respectivement avec 8 500 000 Euros et 25 000 000 Euros. Ce fonds est destiné à la création et au développement de micros, petites et moyennes entreprises inclusives et durables, créatrices d'emplois pérennes et

verts puis générateurs de valeur ajoutée locale. La troisième convention est relative au Programme d'appui à la gestion de la réserve de biosphère du delta du Mono et au développement de l'aire marine protégée de la bouche du Roy. Il vise à renforcer la politique de gestion de la réserve de biosphère du MONO MAB UNESCO et l'aire marine protégée entre Avlékété et la Bouche du Roy, un espace de potentialité écologique certaine. Le coût du programme est 12 millions d'euros et est également financé par l'UE. A l'occasion, « cette cérémonie est le témoignage, une nouvelle fois, de l'engagement réelle et constant de l'Union européenne auprès de la République du Bé-

nin et de ses autorités pour assurer un bien-être social et un cadre de vie sain à ses populations », a expliqué Sylvia Hartleif, ambassadrice de l'Union Européenne au Bénin. Mieux, « les objectifs de notre stratégie de programmation pluriannuelle 2021-2027 s'alignent bien avec les priorités du Gouvernement et soutiennent la mise en œuvre du PAG II en appuyant le progrès social et économique du pays, pour une amélioration des conditions de vie de ses citoyens. La cérémonie de ce jour, est donc une formalisation du démarrage d'un premier lot d'une série de packages de projets », a témoigné la diplomate qui

a martelé la « ferme intention » de l'UE de continuer à accompagner le gouvernement du Bénin dans ses ambitions de modernisation avec une diversification et une durabilité de l'économie et ses intentions dans les domaines du développement de base en vue de préserver la paix et la stabilité. A son tour, « la signature de ces conventions vient confirmer d'une part la qualité de la coopération entre le Bénin et l'Union européenne, et d'autre part, la crédibilité des politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement du Président Patrice Talon », a confié le Ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances Romuald Wadagni.

VOUS LANCEZ UNE PROMO, UNE **CAMPAGNE** OU DES SOLDES ?

Profitez de Notre nouveau service de communication numérique pour une visibilité accrue de vos activités.

L'Économiste du Bénin utilise l'application ZOOM comme SaaS (Software as a Service) et met à votre disposition un outil pratique et dynamique pour être mieux en contact avec les clients ET vendre.

Cliquez sur le lien ci-dessous pour en savoir plus ; vous êtes immédiatement en contact audio-vidéo avec l'Économiste.

<https://bit.ly/JeRecherche>

- Programmation quotidienne sur notre plateforme audio-vidéo. Liens dans le journal et sur le site web.
- En direct et en interactif sur la plateforme audio-vidéo "de CHEZ VOUS".
- Publications sur des réseaux sociaux (twitter, youtube, facebook) ; et intégration d'un SEO (Search Engine Optimization) inédit et efficace.

Vous pouvez également nous joindre par les canaux habituels.



(229) 60917800 / 95429626



leconomistebenin1@gmail.com